

N/Réf. FM/ED

CONSEIL de la FACULTE D'ÉCONOMIE

Procès-verbal de la séance

Du 13 novembre 2014

35 présents ou représentés sur 37 membres en exercice.

Étaient présents ou représentés :

M. BARANES, M. GARRABE® (Mme CHARLIER), M. MAHENC, M. MIRABEL, M. MULKAY, M. POUDOU, M. TERRAZA® (M. MULKAY), M. WILLINGER, M. BARRERE® (M. LAGARDE), Mme CHARLIER, Mme CLEMENT, Mme IGLESIAS, M. LAGARDE, M. MARCIANO, Mme REY-VALETTE, M. REYMOND, M. SADEFO-KAMDEM® (Mme CLEMENT), Mme SEYTE® (Mme CLEMENT), Mme HUSCHELRATH, M. D'ALESSANDRO, M. DANIEL® (Mme GILBERT DELALANDE), M. BONEBEAU, M. HOURS, Mme GILBERT DELALANDE, M. LASSALE® (M. BONEBEAU), M. FOUILLE® (Mme GILBERT DELALANDE), Mme STEPHAN, M. NDIAYE, M. VENNAT® (M. REYMOND), M. PLANTON® (M. MIRABEL), Mme FRANCALANCI® (M. MIRABEL), M. GASSOT® (M. BARANES), M. ANDRE, M. LEVITA, Mme PHOUTASANG (représentante de Mme NAVARRE).

Assistaient au Conseil : M. MANDELBAUM, responsable administratif, Mme DESSIMOULIE, Assistante de direction, Mme HUILLET, responsable scolarité.

Ordre du jour

Formation plénière

- 1. Informations générales :**
 - Election
 - Conférence de M. Serge ALIMI
 - Simulation Entretien d'embauche
 - Décès de M. Badouin
 - PV du 25/04
- 2. Appel à questions diverses**
- 3. Modification du calendrier universitaire 2014-2015**
- 4. Offre de formation 2015-2019**
- 5. Modalités de recrutement poste PR 0202**
- 6. Modification des statuts**
- 7. Budget primitif 2015**
- 8. Conventions**
- 9. Subvention colloque : principe d'une aide financière de l'UFR**

La séance du conseil en formation plénière est ouverte à 14h.

L'ordre du jour est modifié afin de permettre à M. Levita et Mme Phoutasang de participer au point concernant les conventions de partenariat.

I- Informations générales

François Mirabel aborde les informations générales.

Il fait un point sur les élections.

- L'UFR sera bien représentée aux conseils centraux (liste « Construire l'Université de Montpellier »)

Pour le Conseil d'Administration : Christian Lagarde

Pour la Commission Recherche : Edmond Baranes (collège A)

Pour la Commission Formation et Vie Universitaire : Michel Sala qui était déjà élu au CEVU (collège B)

- Vote et organisation du scrutin

L'élection des représentants des étudiants aura lieu le mardi 18 novembre 2014 de 09h à 17h sans interruption dans les différents bureaux de votes des Universités Montpellier 1 et Montpellier 2.

L'élection des représentants des personnels aura lieu le jeudi 20 novembre 2014 de 09h à 17h sans interruption dans les différents bureaux de votes des Universités Montpellier 1 et Montpellier 2.

Toutes les informations sont affichées dans la composante.

François Mirabel confirme la conférence de Serge Alimi, Directeur du Monde Diplomatique, sur les économistes et les médias. Elle aura lieu le 05 mars 2014.

François Mirabel invite les enseignants à mobiliser les étudiants pour les simulations d'entretiens de recrutement qui auront lieu le 13 janvier 2015.

Le doyen informe les membres du conseil d'UFR du décès de Robert Badouin, le 29 octobre 2014. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Langlade. M. Badouin est un ancien professeur de la Faculté, qui a très largement contribué au développement de l'économie rurale à la Faculté d'économie. Il a également assuré pendant de nombreuses années la direction du CRPEE (Centre Régional de Productivité et des Etudes Economiques). M Levita rappelle le rôle important joué par le Professeur Badouin pour le rayonnement de la Faculté d'Economie de Montpellier.

M. Mirabel informe que le PV du conseil d'UFR du 25 avril 2014 sera présenté et soumis au vote du prochain conseil d'UFR. De nombreux dossiers urgents et la passation de pouvoir entre Christian Lagarde et François Mirabel n'ont pas permis de le présenter plus tôt. Cependant le relevé de décision a été envoyé juste après le conseil.

II- Appel à questions diverses

François Mirabel informe l'assemblée qu'un point est ajouté à la demande de M. Willinger : il concerne une demande de subvention pour un colloque de l'IUF organisé à Montpellier en mai 2015.

III- Conventions de partenariat (Délibération 20141113-1)

Monsieur Baranes souhaite renouveler en l'état la convention de partenariat NOVAE ainsi que la convention avec la Mairie de Montpellier. Ces 2 conventions soutiennent le Master ETIC. M. LEVITA souligne l'intérêt des relations partenariales avec le Master ETIC et se félicite de la signature de cette convention. Philippe Mahenc évoque l'expertise en *Economie de l'environnement* qui pourrait être mobilisée avec profit.

Aucune autre remarque n'étant faite, les conventions sont soumises au vote et adoptées à l'unanimité.

IV- Calendrier Universitaires 2014-2015 : modification (Délibération 20141113-2)

La date de fermeture estivale de la Faculté d'Economie est avancée du 31 juillet au 24 juillet 2014. La Faculté d'économie propose des dates de fermeture calées sur celles de l'ISEM et d'AES afin de réduire la mobilisation des personnels durant la période estivale.

Aucune remarque particulière n'étant faite, le calendrier universitaire est soumis au vote et adopté à l'unanimité.

V- Offre de formation 2015-2019 (Délibération 20141113-3)

François Mirabel remercie l'ensemble des enseignants qui ont contribué à l'élaboration de la nouvelle offre de formation 2015-2019. Il remercie en particulier Mathias Reymond pour la coordination de la Licence et Benoît Mulkay pour le Master 1. Il remercie les responsables de Master 2 qui ont fait un gros travail pour construire une offre de formation lisible et cohérente au regard des nouvelles nomenclatures imposées par le Ministère. L'offre de formation 2015-2019 est présentée par Mathias Reymond pour la Licence et par Benoît Mulkay pour le Master. Le diaporama de présentation de l'offre de formation 2015-2019 est joint à ce Procès-Verbal.

Aucune remarque particulière n'étant faite, l'offre de formation est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

VI- Budget primitif 2015 (Délibération 20141113-4)

Le budget primitif 2015 est présenté.

Un point est fait sur le contrat de nettoyage qui est en nette augmentation suite au renouvellement du marché (juillet- décembre 2014) : 73 400 euros pour 2014 et 85 260 euros pour 2015.

François Mirabel liste ensuite les projets d'investissement pour 2015 :

- Aménagement de l'amphi C001 pour les conférences (nouvelle sonorisation, décoration, installation d'un rideau)
- Réaménagement de la salle informatique C218 et changement des PC dans cette salle
- Aménagement des amphithéâtres avec installation de PC et sonorisation.

Aucune remarque particulière n'étant faite, le budget est soumis au vote et adopté à l'unanimité.

VII- Modification des statuts

Le doyen remercie Benoît Mulkay pour sa relecture. Les différentes modifications proposées sont présentées aux membres du conseil :

- Le délai de convocation serait fixé à 5 jours francs : « *Le Conseil est convoqué par le Doyen de la Faculté. Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs. La convocation indique les questions portées à l'ordre du jour. Les documents concernant l'ordre du jour seront envoyés avant la date du Conseil.* » (article 10)
- Un secrétaire de séance serait désigné dans chaque séance du conseil : « *Au début de chacune de ses séances, le Conseil nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.* » (article 11)
- Un quorum serait mis en place : « *Le Conseil ne peut valablement délibérer que si la moitié de ses membres en exercice sont présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint, le conseil est convoqué sous les mêmes formes qu'à l'article 10. Il délibère sans quorum.* » (article 13)
- Concernant les règles de vote, elles seraient précisées dans l'article 13 : « *Le vote ordinaire a lieu à main levée. Le vote portant sur des questions individuelles (élection, nomination, ...) se fait à bulletin secret* ».

Marc Willinger fait plusieurs remarques et propositions sur les statuts.

- Il souhaiterait d'abord ajouter au point 2 de l'article 10 une précision : « *Si de nouvelles questions sont portées à l'ordre du jour, les membres du conseil doivent en être informés au moins 48h avant la tenue du conseil* ».
- Concernant les procédures de vote, Marc Willinger demande ensuite que le vote ordinaire puisse aussi se faire à bulletin secret quand 1/3 des membres en exercice le demande.
- Enfin, concernant l'article 14 relatif aux votes du conseil en formation restreinte ou en formation plénière, Marc Willinger demande à ce que les questions relatives aux procédures de recrutement, au fléchage et au profilage des postes d'enseignants et d'enseignants-chercheurs soient discutées et votées en formation restreinte et non en formation plénière.

Une discussion s'engage sur ce dernier point. Marc Willinger et Philippe Mahenc considèrent que seuls les enseignants, les chercheurs et les enseignants-chercheurs peuvent se prononcer sur les questions relatives aux procédures de recrutement, au fléchage et au profilage des postes. Ce sont eux qui ont la compétence pour juger de ces questions. Christian Lagarde rappelle que les cas de votes en formation restreinte sont clairement listés dans le code de l'éducation et, qu'en dehors de ces cas, le conseil siège naturellement en formation plénière. Le doyen se déclare favorable à ce que l'ensemble des membres du conseil puisse se prononcer sur ces questions qui relèvent de la politique de la Faculté et qui concernent donc toute la communauté.

Marc Willinger et Philippe Mahenc rappellent que le conseil d'UFR ne s'immisce pas dans les recrutements des personnels administratifs.

Au regard de cette remarque, Hélène Rey souligne l'intérêt que les questions RH puissent être débattues au sein du conseil. Elles pourraient même concerner les discussions sur les postes de personnels administratifs. François Mirabel prend l'exemple de la situation actuelle tendue de l'école doctorale : le conseil pourrait émettre un avis sur la nécessité de recruter un personnel administratif supplémentaire pour le fonctionnement de l'école doctorale.

Aucun consensus ne se dégageant à l'issue des discussions, François Mirabel propose que le vote des statuts soit reporté. Un travail en profondeur sera engagé pour réécrire les statuts en se basant sur le code de l'éducation et avec l'appui des services juridiques de l'Université (Direction des Affaires Générales). Dans tous les cas, la modification des statuts ne pouvant prendre effet qu'après validation par le Conseil

d'Administration, les nouveaux statuts ne pourraient pas être utilisés dans cette séance et en particulier pour le vote du point suivant. Un consensus se dégage dans ce conseil pour ne pas voter sur cette question qui sera examinée lors d'un prochain conseil.

VIII- Modalités de recrutement poste PR 0202 avis favorable 28 pour, 5 contre (Délibération 20141113-5)

François Mirabel présente les arguments pour utiliser la procédure 46-5 au lieu de la procédure 46-3 dans le recrutement du poste PR 0202 :

- Il rappelle d'abord le rôle du conseil de Faculté pour les décisions relatives aux modalités de recrutement : le conseil est l'instance de décision de l'UFR qui donne un avis pour validation au CAC ;
- Au moment de la décision du conseil d'UFR du 25 avril (choix du 46-3 sur le poste 0202), la procédure 46-5 n'était pas connue. C'est à la lumière de cette information nouvelle que le changement de modalité de recrutement (46-5 au lieu du 46-3) est soumis au conseil. A ce jour, aucune demande n'est encore remontée au ministère concernant l'utilisation des emplois MCF et PR.
- Le 46.5 correspond mieux à la volonté de valoriser l'engagement dans des responsabilités collectives, qu'elles soient pédagogiques ou liées à la gouvernance, conformément à la politique de l'établissement portée notamment par le Président. Sur ce point, François Mirabel lit le courriel que le Président de l'Université lui a envoyé :
*«Monsieur le Doyen, cher François,
Suite à notre conversation, je te confirme que la valorisation de l'engagement dans des responsabilités collectives fait partie des axes de la politique de gestion des carrières des enseignants chercheurs de l'Université Montpellier 1. C'est dans cette optique que j'avais demandé à la DRH d'attirer ton attention sur la nouveauté que constitue le 46.5, qui est, à mes yeux, une excellente chose pour reconnaître le travail de ceux qui œuvrent pour notre communauté. »*
- Compte tenu de la nouvelle procédure 46.5, le CNU ne regardera plus les dossiers 46.3 de la même façon (i.e. en considérant les responsabilités collectives) puisqu'il existe maintenant une voie dédiée pour leur reconnaissance (la procédure 46-5). La spécificité du 46.3, c'est qu'il est une voie interne de recrutement (conditions d'ancienneté), sans qu'il soit spécifié à quel titre on recrute. Le 46.5 suppose l'inscription sur une liste de qualification établie par une commission nationale et le passage devant un comité de sélection local.
- Le 46.1 devient la voie de recrutement normale et, de ce fait, le poste 05 PR 0018 est ouvert à tous les candidats habilités par le CNU. Il ne sera pas possible d'interdire a priori à quiconque de candidater, c'est-à-dire de le réserver à la seule mutation, comme c'était le cas quand il y avait le concours.

Pour le doyen, la véritable question posée aux membres du conseil est la suivante : le conseil de Faculté souhaite-t-il que soit mise en place aussi une politique de valorisation de l'engagement dans les responsabilités collectives, ou non, à côté des recrutements classiques qui seront maintenus. Il s'agit, selon lui, d'un signal envoyé à tous les collègues qui souhaiteraient s'investir dans ses tâches nécessaires pour la collectivité.

Avant d'ouvrir les débats, le doyen demande à Marc Willinger, Président du Conseil de Section, de donner l'avis de la section pour éclairer la décision du conseil.

Marc Willinger souligne le désaccord du conseil de section face à la possibilité d'un recrutement 46.5. Il expose les arguments apportés par le conseil de section, présente le résultat du vote de la section (12 contre et 6 pour) et les arguments qui militent pour le choix d'un 46-3 au lieu d'un 46-5. Selon Marc Willinger, le principal argument développé en faveur du 46-3 au conseil du 25 avril était le suivant : le 46-3 avait été présenté comme répondant à un potentiel de recrutement large dans l'UFR. Toujours selon lui, le 46-5 est beaucoup plus étroit dans la mesure où une seule personne de l'UFR répond aux critères du 46-5. Edmond Baranes fait remarquer que sur la question du 46-5, la section n'a pas été unanime, 1/3 des membres étant favorable à cette procédure.

Un débat s'engage sur l'interprétation de l'article 46-5. Le doyen donne son interprétation du texte : selon lui, le 46-5 ne s'adresse pas uniquement à des enseignants exerçant ou ayant exercé des fonctions de doyen ou de vice-président. Il s'adresse aussi à tous les enseignants ayant exercés des responsabilités dans les domaines cités dans l'article. Le vice-doyen cite l'article 46-1 pour justifier cette interprétation : lorsque le recrutement est réservé à des personnes ayant assumé des responsabilités bien identifiées, elles sont clairement explicitées et ne sont pas précédés d'une longue liste de thématiques de responsabilités.

Marc Willinger considère que cette manière de présenter les choses relève de la manipulation et qu'il démissionnera si le conseil ne suit pas l'avis du conseil de section. Philippe Mahenc reprend les arguments de Marc Willinger et réfute l'interprétation du texte donné par François Mirabel en expliquant que selon lui, le 46-1 est très large et que les possibilités sont réduites progressivement jusqu'au 46-5.

Un long débat s'instaure sur l'interprétation du 46-5. Marc Willinger propose de reporter le vote dans la mesure où l'interprétation du texte reste floue. François Mirabel souligne qu'à travers le vote, les membres peuvent s'abstenir et exprimer à travers ce vote leur indécision.

Le vote est donc proposé. Marc Willinger et Philippe Mahenc demandent un vote à bulletin secret. Cette procédure n'est pas explicitement prévue dans les statuts mais, pour apaiser le climat et éviter toute suspicion de manipulation, le doyen propose que le vote se fasse à bulletin secret. Un certain nombre de membres soutiennent cette proposition. Le vote a donc lieu à bulletin secret.

IX- Subvention colloque : principe d'une aide financière de l'UFR 11 pour, 4 contre, 14 abs-tentions (Délibération 20141113-6)

Le doyen présente la demande émanant de Marc Willinger reçue par mail la veille du conseil d'UFR, le 12 novembre au soir. François Mirabel rappelle l'importance de valoriser la dimension recherche sur l'UFR et se déclare favorable au principe d'une participation financière de l'UFR à ce colloque IUF qui contribuera au rayonnement de la recherche sur le site montpelliérain.

Benoît Mulkay fait remarquer que l'IUF a des capacités de financement importantes et s'interroge sur la pertinence d'une aide financière de l'UFR dans ce contexte. Hélène Rey-Valette souligne que le financement d'un tel colloque ne relève pas des UFR mais plutôt de l'Université au travers des aides qu'elle octroie pour soutenir les actions de valorisation de la recherche. François Mirabel rappelle les subventions versées par l'UFR à différents colloques (Colloque FAERE, DMM,...). François Mirabel propose de voter sur le principe d'une subvention accordée pour ce colloque. Le montant de la subvention sera



voté lors d'un prochain conseil d'UFR au regard des subventions attribuées par les autres UFR de l'Université.

A 17h15, l'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.